

[Imputation budgétaire]  
[Donnée 2]  
[Donnée 3]  
[Donnée 4]



**Ministère de [...]**

**Arrêté n° [...]**

**portant avancement de corps (inscription sur liste d'aptitude)**

**Le [La] ministre [...],**

Vu le code général de la fonction publique, notamment le titre II du livre V de la partie législative ;

Vu le décret n° [...] en date du [...] ;

(\*STATUT PARTICULIER DU CORPS/EF AUQUEL APPARTIENT L'INTÉRESSÉ(E)\*)

Vu l'arrêté n° (à saisir) en date du (à saisir), établissant la liste d'aptitude pour l'accès au corps de [...], au titre de l'année (à saisir),

**Arrêt[e] :**

**Article 1er** : [M. / Mme] [Nom] [Prénom], affecté[e] au sein de : [affectation administrative] - [affectation opérationnelle], est nommé[e] dans le corps des [...] au grade de [...], à compter du [...].  
[\*LE CAS ÉCHEANT SI PAS DE SPECIALITE\*]

**Article 1er bis** : [M. / Mme] [Nom] [Prénom], affecté[e] au sein de : [affectation administrative] - [affectation opérationnelle], est nommé[e] dans le corps de [...] au grade de [...], dans la spécialité : [...], à compter du [...].  
[\*LE CAS ÉCHEANT SI SPECIALITE\*]

**Article 2** : L'intéressé[e] dispose d'un délai de deux mois, dans les conditions fixées aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du code de justice administrative, à compter de la notification de la présente décision pour la contester devant la juridiction administrative territorialement compétente.  
La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 3** : [Le directeur [La directrice] des ressources humaines du ministère de [...] est chargé[e] de l'exécution du présent arrêté.]

Fait le (...)

Pour le [la] ministre et par délégation :

Pour le directeur [la directrice] des ressources humaines et par délégation :

[Fonction],

[Prénom + NOM]